

Les vacances approchent, et pour beaucoup d'élèves du second degré ont de fait commencé (établissements fermés) ou s'amorcent déjà entre les murs. C'est le second temps de notre mode de vie qui s'annonce, un second temps car du fait de son ampleur (entre un quart et un tiers de l'année, à chacun de pinailler sur le calcul) c'est différent de la pause vacances des autres salariés, même si, cumul des RTT et temps partiels aidant, beaucoup essayent de suivre pour être au maximum avec les enfants.

Il ne s'agit pas de se battre la coule, ni de prêter le flanc à la mesquinerie de ceux qui ne voient des avantages qu'à leur niveau social ou plus bas, se refusant à lever la tête vers les privilèges autrement considérables des puissants. Ce sont rarement chez les plus pauvres qu'on voit ces jalousies anti-profs, bien plutôt du côté du petit commerçant qui n'évoque pas ses indécotesses fiscales ou de gens qui n'échangeraient pas leurs salaires contre les nôtres, même avec les vacances !

Mais quand même, « c'est spécial » : sur les listes militantes ou pédagogiques, où l'on a souvent l'impression que la planète est en feu, tout se calme : plus d'urgence, plus de polémiques cinglantes ou de réponses à la réponse.

Cette particularité isole des autres salariés, même quand ils ne nous la reprochent pas, et des catégories les plus pauvres où les enfants vont en vacances au square le plus proche. Pourquoi nous en culpabiliser ? C'est bien la bourgeoisie française -l'historien de l'éducation C. Lelièvre le rappelait récemment-, qui, adossée à des rêveries aristocratiques et à des réalités paysannes, a inventé ces longues vacances d'été, puis, plus tard, des séjours enneigées. C'est bien la France du tourisme - patrons et salariés confondus - qui tire bénéfice de ces transhumances embouteillées.

Alors, doucement les reproches.

N'empêche que ça n'a ni queue ni tête, ni du point de vue des enfants, ni de l'égalité, ni des combats essentiels : logement, papiers, précarité, santé au travail, respect des salariés.